

OS CC01

Return by an overseas company of an alteration to constitutional documents



Companies House

☒ **What this form is for**
You may use this form to show an
alteration to constitutional
documents of an overseas company.

☒ **What this form is NOT for**
You cannot use this form to show
any other changes to
company.

MONDAY



A03 *A9C3QTW8* 24/08/2020 #4
COMPANIES HOUSE

1 Overseas company details

Company number **F C 0 2 2 3 8 3**
Company name in full
or alternative name as
registered in the UK **ASL Airlines Belgium (UK Branch)**

→ **Filling in this form**
Please complete in typescript or in
bold black capitals.
All fields are mandatory unless
specified or indicated by *

2 Alteration of the constitutional document(s)

Details of change **Updated Articles of Association**

3 Date of alteration to the constitutional document(s)

The company gives notice¹ that the constitutional document(s) for this
company were altered on the date below.

Date of alteration **d 2 d 4 m 0 m 1 y 2 y 0 y 1 y 7**

Copies of the following documents have been attached.

- A new certified copy of the constitution of the company, as altered.
- A certified translation, if applicable.

¹ This notice must be delivered to
the Registrar within 21 days of the
notice of alteration being received
in the UK in due course of post (if
dispatched with due diligence).

4 UK establishments

A return must be delivered in respect of any alteration to the company
particulars by each UK establishment. If, however, a company has more than one
UK establishment, it may deliver only one form in respect of all those
UK establishments, provided it completes the table below.

UK establishment name

Registration number

N/A

5 Signature

I am signing this form on behalf of the overseas company.²

Signature

Signature

X

[Handwritten signature]
Marie Boucsein

X

² This form may be signed by:
Director, Secretary,
Permanent representative.

OS CC01

Return by an overseas company of an alteration to constitutional documents



Presenter information

You do not have to give any contact information, but if you do it will help Companies House if there is a query on the form. The contact information you give will be visible to searchers of the public record.

Contact name	Deborah D'Onofrio
Company name	ASL Airlines Belgium
Address	rue de l'Aéroport 101
Post town	Grâce-Hollogne
County/Region	Liège
Postcode	4 4 6 0
Country	Belgium
DX	
Telephone	+32 4 239 31 45



Checklist

We may return the forms completed incorrectly or with information missing.

Please make sure you have remembered the following:

- ☐ The company name and number as registered in the UK match the information held on the public Register.
- ☐ You have entered details of the alteration to the constitutional documents in Section 2.
- ☐ You have entered the date of alteration to the constitutional document(s) in Section 3.
- ☐ You have completed Section 4, if applicable.
- ☐ You have submitted the new constitutional documents of the company (with a certified translation, if appropriate) with this form.
- ☐ You have signed the form.



Important information

Please note that all information on this form will appear on the public record.



Where to send

You may return this form to any Companies House address:

England and Wales:

The Registrar of Companies, Companies House,
Crown Way, Cardiff, Wales, CF14 3UZ.
DX 33050 Cardiff.

Scotland:

The Registrar of Companies, Companies House,
Fourth floor, Edinburgh Quay 2,
139 Fountainbridge, Edinburgh, Scotland, EH3 9FF.
DX ED235 Edinburgh 1
or LP - 4 Edinburgh 2 (Legal Post).

Northern Ireland:

The Registrar of Companies, Companies House,
Second Floor, The Linenhall, 32-38 Linenhall Street,
Belfast, Northern Ireland, BT2 8BG.
DX 481 N.R. Belfast 1.



Further information

For further information, please see the guidance notes on the website at www.companieshouse.gov.uk or email enquiries@companieshouse.gov.uk

This form is available in an alternative format. Please visit the forms page on the website at www.companieshouse.gov.uk

I, undersigned, have, previously, acting in my capacity as Managing Director for ASL Airlines Belgium, hereby certify that this document is a true copy of our Statutes of Association.

COORDINATION DES STATUTS

ASL Airlines Belgium
Société Anonyme
Ayant son siège social à 4460 Grâce-Hollogne, rue de l'Aéroport 101,
Numéro d'entreprise 0466.467.258

La société a été constituée suivant un acte reçu par Maître Eric SPRUYT, Notaire à Bruxelles, le 6 juillet 1999, publié aux Annexes du Moniteur belge du 20 juillet 1999, sous le numéro 19990720-005.

Dont les statuts ont été modifiés:

- par procès-verbal dressé par Maître Eric SPRUYT, Notaire à Bruxelles, le 26 août 1999, publié aux Annexes du Moniteur belge du 23 septembre 1999, sous le numéro 990923-91 ;
- par procès-verbal dressé par Maître Louis-Philippe MARCELIS, Notaire à Bruxelles, le 1er juin 2005, publié aux Annexes du Moniteur belge du 28 juin 2005, sous le numéro 20050628-91440;
- par procès-verbal dressé par Maître Anton Arnaud VOORNEMAN, Notaire à Amsterdam, le 30 janvier 2008, publié aux Annexes du Moniteur belge du 5 mars 2008, sous le numéro 20080305-0035639 ;
- par procès-verbal reçu par Maître Jean-Louis JEGHERS, Notaire à Liège, le 17 février 2010, publié aux Annexes du Moniteur belge du 3 mars 2010, sous le numéro 20100303-0032310 ;
- par procès-verbal dressé par Maître Peter VAN MELKEBEKE, Notaire à Bruxelles, le 11 juin 2012, publié aux Annexes du Moniteur belge du 21 juin 2012 sous le numéro 109750.
- par procès-verbal dressé par Maître Eric SPRUYT, Notaire à Bruxelles, le 21 janvier 2016, publié aux Annexes du Moniteur belge du 4 février 2016 sous le numéro 16018707
- par procès-verbal dressé par Maître Adeline BRULL, Notaire à Liège, le 24 janvier 2017, en cours de publication aux Annexes du Moniteur belge

NOTIFIED TRUE COPY

CHAPITRE I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Article 1. Forme juridique - Dénomination

La société revêt la forme d'une société anonyme. Elle est dénommée "ASL Airlines Belgium".

Article 2. Siège social

Le siège est établi à 4460 Grâce-Hollogne, Rue de l'Aéroport 101.

Il peut être transféré dans toute autre localité en Belgique par décision du conseil d'administration, et en se conformant à la législation linguistique en vigueur.

La société peut établir, par décision du conseil d'administration, des sièges d'exploitation, sièges administratifs, succursales, agences et dépôts en Belgique ou à l'étranger.

Article 3. Objet

La société a pour objet, pour compte propre, pour compte de tiers ou en participation, tant en Belgique qu'à l'étranger, l'exploitation de tous services de transport aérien, régulier ou non, de voyageurs, de marchandises et de courrier, tant dans les limites du territoire belge qu'entre ce territoire et les pays étrangers et entre pays étrangers ; l'acquisition, rachat, la location, le leasing, la gestion, l'entretien, ou toute autre exploitation des avions et du matériel de transport à propulsion aérienne ; l'exploitation des services de transport terrestre aux aéroports affectés au transport aérien ou autrement et l'acquisition, la location, le leasing, la gestion, l'entretien ou toute autre exploitation de l'équipement pour les services de transport terrestre, et l'exploitation de tous services et la conduite de toutes activités auxiliaires ou incidentes à celles mentionnées.

La société peut faire toutes opérations d'achat, de location ou de leasing, de fabrication, de transfert ou d'échange de toute propriété immobilière ou mobilière, de matériels et de fournitures et, de façon générale, elle pourra faire tous actes ou transactions pour des opérations commerciales, industrielles ou financières se rapportant directement ou indirectement à son objet social, y compris la sous-traitance en général, et l'exploitation de droits intellectuels et de propriétés industrielles ou commerciales y relatives. Elle peut acquérir tout bien meuble ou immeuble à titre d'investissement, même s'il n'est pas lié directement ou indirectement à son objet social.

La société peut participer à l'administration et à la liquidation de toutes les sociétés liées, dans lesquelles elle, ou sa société apparentée ont un quelconque intérêt ; elle peut leur accorder des prêts sous quelque forme que ce soit et pour n'importe quelle durée, ou accorder des cautions au profit de ces sociétés. Elle peut, que ce soit par voie d'apport en espèces ou en nature, de fusion, de souscription, de participation, d'intervention financière ou d'une autre manière, prendre une participation dans toutes les sociétés ou entreprises existantes ou à créer, en Belgique ou à l'étranger, ayant un objet social identique, similaire ou apparenté au sien, ou est de nature à favoriser la réalisation de son objet social. Cette liste est exemplative et non limitative.

L'objet social de la société peut être étendu ou limité au moyen d'une modification des statuts conformément aux conditions prévues dans l'article 559 du Code des sociétés.

Article 4. Durée

La société existe pour une durée illimitée.

CERTIFIED TRUE COPY

CHAPITRE II. Capital - Actions - Obligations

Article 5. Capital social

Le capital social souscrit est fixé à dix million d'euros (10.000.000 EUR).

Il est représenté par cinquante mille neuf cent vingt-six (50.926) actions nominatives sans désignation de valeur nominale, représentant chacune un/cinquante mille neuf cent vingt-sixième (1/50.926ième) du capital social. Il est entièrement libéré.

Article 6. Augmentation de capital par apport en numéraire

En cas d'augmentation de capital, les nouvelles actions à souscrire en espèces seront présentées en priorité aux propriétaires des actions de capital, proportionnellement à la partie du capital que représentent leurs actions.

Le droit de souscription préférentielle peut être exercé pendant un délai de minimum quinze jours à dater du jour de l'ouverture de la souscription. Ce délai est déterminé par l'assemblée générale.

L'assemblée générale peut, dans l'intérêt social et aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les modifications aux statuts, déroger au délai minimal de quinze jours. Cette proposition doit être spécialement indiquée dans les convocations.

L'émission avec droit de souscription préférentielle et le délai dans lequel celui-ci peut être exercé, sont annoncés conformément à l'article 593 du Code des sociétés.

Le droit de souscription préférentielle est négociable durant le délai de souscription.

A l'expiration de ce délai, et pour autant qu'il n'ait pas été fait publiquement appel à l'épargne, le conseil d'administration pourra décider si les tiers peuvent participer à l'augmentation ou si les droits de souscription préférentielle n'ayant pas ou n'ayant été que partiellement exercés, reviendront aux actionnaires anciens qui ont déjà exercé leurs droits. Le conseil d'administration détermine les modalités de cette souscription.

L'assemblée générale peut limiter ou supprimer le droit de souscription préférentielle, dans l'intérêt social, aux conditions de quorum et de majorité prévues pour une modification aux statuts.

En ce cas, il est expressément fait mention de cette proposition dans les convocations, et le conseil d'administration ainsi que le commissaire ou à défaut, un réviseur d'entreprises, ou un expert-comptable inscrit au tableau des comptables externes de l'Institut des comptables, désigné par le conseil d'administration, doit établir les rapports prévus par l'article 596 du Code des sociétés. Ces rapports doivent être mentionnés à l'ordre du jour et annoncés aux actionnaires.

En cas de limitation ou de suppression du droit de souscription préférentielle l'assemblée générale peut prévoir qu'une priorité sera donnée aux anciens actionnaires lors de l'attribution des nouvelles actions. Dans ce cas la période de souscription doit avoir une durée de dix jours.

Quand le droit de préférence est limité ou supprimé en faveur d'une ou plusieurs personnes déterminées qui ne sont pas membres du personnel de la société ou de l'une de ses filiales, les conditions prévues à l'article 596 du Code des sociétés doivent être respectées.

Article 7. Augmentation de capital par apport en nature

Au cas où l'augmentation de capital comporterait des apports ne consistant pas en numéraire, un rapport est préalablement établi soit par le commissaire, soit s'il n'y en a pas, par un réviseur d'entreprise désigné par le conseil d'administration. Ce rapport est joint à un rapport spécial dans lequel le conseil d'administration expose, d'une part l'intérêt que représentent pour la société tant les apports que l'augmentation de capital proposé, et d'autre part les raisons pour lesquelles il s'écarte éventuellement des conclusions du rapport annexé.

Par dérogation à l'article 448 du Code des sociétés, les apports en nature doivent être entièrement libérés à la souscription.

CERTIFIED TRUE COPY

Article 8. Appels de fonds

Les versements à effectuer sur les actions non entièrement libérées doivent être faits aux lieux et aux dates décidés souverainement par le conseil d'administration ; l'exercice des droits sociaux afférents à ces actions est suspendu aussi longtemps que les versements, régulièrement appelés et exigibles, n'ont pas été effectués.

Le conseil d'administration peut, après une mise en demeure notifiée par lettre recommandée restée sans résultat pendant un mois, prononcer la déchéance de l'actionnaire et vendre les actions sur lesquelles les versements n'ont pas été effectués, soit directement aux autres actionnaires, soit par l'intermédiaire d'une société de bourse. En ce cas le prix de la cession est établi sur base de l'actif net de la société, tel qu'il résulte du dernier bilan approuvé par les actionnaires, et est payable aux conditions déterminées par le conseil d'administration.

Article 9. Nature des titres

Toutes les actions sont nominatives. Elles peuvent en tout temps, partiellement ou totalement, être converties en actions au porteur par simple décision du conseil d'administration.

Seul le registre des actions fait foi de la propriété des actions. Tout transfert n'aura d'effet qu'après l'inscription dans le registre des actions de la déclaration de transfert, datée et signée par le cédant et le cessionnaire, ou leurs représentants, ou l'accomplissement des formalités requises par la loi pour le transfert des créances.

Les titres sont indivisibles à l'égard de la société. Les propriétaires en indivision doivent se faire représenter à l'égard de la société par une seule personne ; aussi longtemps qu'il ne sera pas satisfait à cette clause les droits afférents à ces titres seront suspendus.

Si les ayants droit ne peuvent se mettre d'accord, le juge compétent pourra, à la requête de la partie la plus diligente, désigner un administrateur provisoire qui exercera les droits concernés dans l'intérêt de l'ensemble des ayants droit.

Si l'action appartient à des nus-propriétaires et usufruitiers tous les droits y afférents, y compris le droit de vote, seront exercés par les usufruitiers.

Article 10. Cession d'actions, d'obligations convertibles et de droits de souscription

Sans préjudice des dispositions légales impératives à cet égard, les actions ne peuvent être cédées entre vifs ou transmises pour cause de décès qu'à une personne physique ou morale approuvée préalablement par le conseil d'administration. A défaut d'accord du conseil d'administration et à défaut pour celui-ci de proposer un autre acquéreur dans les trois mois suivant la demande d'accord, la cession peut être réalisée comme proposé et moyennant respect des dispositions obligatoires de l'article 510 du Code des sociétés.

Cette réglementation est d'application à toutes les actions de la société, ainsi qu'à toutes les obligations convertibles et droits de souscription éventuels émis par la société.

Article 11. Acquisition de propres actions

Pour l'acquisition par la société de ses propres actions ou parts bénéficiaires par voie d'achat ou d'échange, une décision de l'assemblée générale n'est pas requise, lorsque cette acquisition est nécessaire pour éviter à la société un dommage grave et imminent.

Article 12. Actions sans droit de vote

Conformément à l'article 476 du Code des sociétés la société peut, statuant aux conditions requises pour les modifications aux statuts, créer des actions sans droit de vote.

Article 13. Obligations et droits de souscription

La société peut, à tout moment émettre des obligations par décision du conseil d'administration.

CERTIFIED TRUE COPY

L'émission d'obligations convertibles en actions ou de droits de souscription ne peut toutefois être décidée que par l'assemblée générale délibérant comme en matière de modifications aux statuts.

CHAPITRE III. Administration et contrôle

Article 14. Composition du conseil d'administration

La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, personnes physiques ou morales, actionnaires ou non, nommés pour six ans au plus par l'assemblée générale des actionnaires et en tout temps révocables par elle.

Lorsque, lors d'une assemblée générale des actionnaires de la société, il est constaté que celle-ci n'a pas plus de deux actionnaires, la composition du conseil d'administration peut être limitée à deux membres jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation par toute voie de droit de l'existence de plus de deux actionnaires. Aussi longtemps que le conseil d'administration est composé de deux membres, la clause reprise sous l'article 15 des présents statuts octroyant une voix décisive au président du conseil d'administration cesse de sortir ses effets.

Les administrateurs sont rééligibles.

L'administrateur dont le mandat est venu à expiration, reste en fonction aussi longtemps que l'assemblée générale, pour quelle raison que ce soit, ne pourvoit pas au poste vacant.

En cas de vacance prématurée au sein du conseil d'administration, pour quelque raison que ce soit, les administrateurs restants ont le droit de pourvoir provisoirement au poste vacant jusqu'à ce que l'assemblée générale nomme un nouvel administrateur.

Le conseil d'administration peut élire parmi ses membres un président. A défaut d'élection, ou en cas d'absence du président, la présidence sera assumée par le doyen des administrateurs.

Lorsque la société est nommée administrateur ou membre du comité de direction, du conseil de direction ou du conseil de surveillance d'une autre société, elle est tenue de désigner parmi ses actionnaires, administrateurs ou travailleurs, un représentant permanent, personne physique, chargé de l'exécution de cette mission en son nom et pour son compte. Ce représentant est soumis aux mêmes conditions et encourt les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'il exerçait cette mission en nom et pour compte propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la société qu'il représente. Celle-ci ne peut révoquer son représentant permanent qu'en désignant simultanément son successeur. La désignation et la cessation des fonctions du représentant permanent sont soumises aux mêmes règles de publicité que s'il exerçait cette mission en nom et pour compte propre.

Sauf décision contraire de l'assemblée générale, les administrateurs ne seront pas rémunérés. Le Conseil d'Administration peut néanmoins allouer aux administrateurs chargés de fonctions ou devoirs spéciaux une rémunération, qui sera portée en compte des frais généraux.

Article 15. Réunions- Délibérations et résolutions

Le conseil se réunit sur convocation de son président, ou de son remplaçant, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige ou que deux administrateurs le requièrent. Si le président ne défère pas à la demande de deux administrateurs dans les quinze jours de celle-ci, ces deux administrateurs ont le droit de convoquer eux-mêmes la réunion.

Les convocations sont valablement effectuées par lettre, courrier aérien, télégramme, télex ou télécopie, au moins cinq jours avant la date prévue pour la réunion.

Tout administrateur qui assiste à une réunion du conseil ou s'y fait représenter est considéré comme ayant été régulièrement convoqué. Un administrateur peut également renoncer à se plaindre de l'absence ou d'une irrégularité de convocation avant ou après la réunion à laquelle il n'a pas assisté.

Les réunions du conseil d'administration se tiennent au lieu indiqué dans la convocation.

Tout administrateur peut, par écrit, par télégramme, télex ou télécopie, donner mandat à un autre membre du conseil afin de le représenter à une réunion déterminée et à une tierce personne pour ce qui concerne la première réunion du conseil d'administration après la constitution de la

CERTIFIED TRUE COPY

société. Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues et émettre, en plus de sa propre voix, autant de votes qu'il a reçu de procurations.

Sauf cas de force majeure, le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente ou représentée. Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle réunion peut être convoquée, qui, à condition que deux administrateurs au moins soient présents ou représentés, délibérera et statuera valablement sur les objets portés à l'ordre du jour de la réunion précédente.

Toute décision du conseil est prise à la majorité simple des administrateurs présents ou représentés, et en cas d'abstention de l'un ou plusieurs d'entre eux, à la majorité des autres administrateurs.

En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est décisive.

Si un administrateur a, directement ou indirectement, un intérêt visé par l'article 523 du Code des sociétés à une décision ou une opération relevant du conseil d'administration, les règles et formalités prévues par cette disposition devront être respectées.

Les décisions du conseil d'administration sont constatées dans des procès-verbaux qui sont signés par au moins la majorité des administrateurs présents ou représentés. Ces procès-verbaux sont insérés dans un registre spécial.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président, l'administrateur-délégué ou par deux administrateurs.

Dans des cas exceptionnels, dûment justifiés par l'urgence et l'intérêt social, et dans les limites imposées par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales, les décisions du conseil d'administration peuvent être prises par consentement unanime des administrateurs, exprimé par écrit.

Article 16. Pouvoir de gestion du conseil

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la société, à l'exception de ceux que la loi ou le présent acte réservent à l'assemblée générale.

Le conseil peut constituer un comité de direction dont les membres sont choisis dans, ou hors de son sein. Il détermine les pouvoirs de ce comité de direction et en règle le fonctionnement.

Le conseil peut déléguer la gestion journalière de la société, la gestion d'une ou plusieurs affaires de la société, ou l'exécution des décisions du conseil, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs ou fondés de pouvoirs, actionnaires ou non.

Le conseil ainsi que les délégués à la gestion journalière, dans le cadre de cette gestion, peuvent également conférer des pouvoirs spéciaux à une ou plusieurs personnes de leur choix.

Article 17. Représentation de la société

La société est valablement représentée vis-à-vis de tiers, en justice et dans les actes, y compris ceux pour lesquels le concours d'un officier ministériel ou d'un notaire serait requis, par deux administrateurs agissant conjointement.

Dans les limites de la gestion journalière, la société est également valablement représentée par un administrateur-délégué ou une autre personne déléguée à cette gestion.

Elle est en outre, dans les limites de leur mandat, valablement représentée par des mandataires spéciaux.

A l'étranger, la société peut être valablement représentée par toute personne mandatée spécialement à cet effet par le conseil d'administration.

Article 18. Frais des administrateurs

Les administrateurs seront indemnisés des dépenses normales et justifiées exposées dans l'exercice de leur fonction. Ces frais seront portés en compte des frais généraux.

CERTIFIED TRUE COPY

Article 19. Contrôle

Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité des opérations à constater dans les comptes annuels doit être confié à un ou plusieurs commissaires. Les commissaires sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires parmi les membres, personnes physiques ou morales, de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Ils portent le titre de commissaire. Les commissaires sont nommés pour un terme renouvelable de trois ans. Sous peine de dommages-intérêts, ils ne peuvent être révoqués en cours de mandat que par l'assemblée générale et pour un juste motif.

Toutefois, aussi longtemps que la société pourra bénéficier des exceptions prévues à l'article 15 du Code des sociétés, chaque actionnaire aura individuellement les pouvoirs de contrôle et d'investigation des commissaires.

Nonobstant toute disposition légale en la matière, l'assemblée générale aura le droit de nommer un commissaire. S'il n'a pas été nommé de commissaire, chaque actionnaire pourra se faire représenter par un expert-comptable. La rémunération de l'expert-comptable incombe à la société s'il a été désigné avec son accord ou si cette rémunération a été mise à sa charge par décision judiciaire. En ces cas les observations de l'expert-comptable sont communiquées à la société.

CHAPITRE IV. Assemblée générale des actionnaires

Article 20. Date

L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit le deuxième mardi du mois d'avril à dix heures.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée générale a lieu le jour ouvrable suivant. Une assemblée générale des actionnaires peut être convoquée extraordinairement chaque fois que l'intérêt de la société l'exige.

Les assemblées générales des actionnaires peuvent être convoquées par le conseil d'administration ou par les commissaires et l'être sur la demande d'actionnaires représentant le dixième du capital social. Les assemblées générales se tiennent au siège social de la société ou en tout autre endroit mentionné dans la convocation, ou autrement.

Article 21. Convocation

Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites par des annonces insérées :

- huit jours au moins, avant l'assemblée, dans l'Annexe au Moniteur belge ;
- deux fois, à huit jours d'intervalle au moins et la seconde, huit jours au moins avant l'assemblée, dans un organe de diffusion nationale et dans un organe de presse du siège de la société.

Des lettres missives seront adressées, huit jours avant l'assemblée, aux actionnaires en nom, mais sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Quand toutes les actions sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettres recommandées.

Tout actionnaire qui assiste à une assemblée générale ou s'y est fait représenter est considéré comme ayant été régulièrement convoqué. Un actionnaire peut également renoncer à se plaindre de l'absence ou d'une irrégularité de convocation avant ou après la tenue de l'assemblée à laquelle il n'a pas assisté.

Article 22. Dépôt des titres

Pour être admis à l'assemblée générale, tout propriétaire de titres doit, si la convocation l'exige, effectuer - au moins trois jours ouvrables avant ladite assemblée- le dépôt de ses titres au porteur ou de ses certificats nominatifs, au siège social ou dans les établissements désignés dans les avis de convocation.

CERTIFIED TRUE COPY

Article 23. Représentation

Tout actionnaire empêché peut, par écrit, par télégramme, télex ou télécopieur, donner procuration à une autre personne, actionnaire ou non, pour le représenter à une réunion de l'assemblée. Les procurations sont déposées sur le bureau de l'assemblée.

Le conseil d'administration peut toutefois déterminer la forme des procurations et exiger que celles-ci soient déposées trois jours ouvrables avant l'assemblée à l'endroit indiqué par lui.

Article 24. Liste de présence

Avant de participer à l'assemblée, les actionnaires ou leurs mandataires sont tenus de signer la liste de présence, laquelle mentionne le nom, les prénoms et l'adresse ou la dénomination sociale et le siège social des actionnaires et le nombre d'actions qu'ils représentent.

Article 25. Composition du bureau - Procès-verbaux

Les assemblées générales sont présidées par le président du conseil d'administration ou, en cas d'empêchement de celui-ci, par son remplaçant ou par un administrateur désigné par ses collègues. Le président de l'assemblée choisit le secrétaire. Les procès-verbaux des assemblées sont signés par les membres du bureau et les actionnaires qui le demandent. Ces procès-verbaux sont insérés dans un registre spécial.

Article 26. Obligation de réponse des administrateurs et commissaires

Les administrateurs répondent aux questions qui, au sujet de leur rapport ou des points portés à l'ordre du jour, leur sont posées par les actionnaires.

Les commissaires répondent aux questions qui leur sont posées par les actionnaires au sujet de leur rapport.

Article 27. Délibération - Quorum de présence

Aucune assemblée ne peut délibérer sur un sujet qui n'est pas annoncé à l'ordre du jour, à moins que tous les actionnaires soient présents et qu'ils le décident à l'unanimité.

A l'exception des cas où un quorum est requis par la loi, l'assemblée générale peut délibérer valablement quel que soit le nombre d'actions représentées.

Article 28. Droit de vote

Chaque action donne droit à une voix. Une abstention est assimilée à un vote négatif.

Article 29. Majorité

A l'exception des cas prévus par la loi ou par les présents statuts, les décisions de l'assemblée générale sont adoptées à la majorité des voix pour lesquelles il est pris part au vote, quel que soit le nombre d'actions représentées, toute abstention étant assimilée à un vote négatif.

Article 30. Assemblée générale extraordinaire

Lorsque la décision de l'assemblée générale des actionnaires porte sur :

- une modification des statuts ;
- une augmentation ou une diminution du capital ;
- l'émission d'actions en-dessous du pair comptable ;
- la suppression ou la limitation du droit de souscription préférentielle ;
- l'émission d'obligations convertibles ou de droits de souscription ;
- la dissolution de la société ;

L'objet de la décision à prendre doit avoir été spécifié dans les convocations à l'assemblée et la moitié au moins des actions constituant l'ensemble du capital social doit être représentée à l'assemblée. Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle assemblée doit être convoquée, qui délibérera valablement quel que soit le nombre d'actions représentées.

CERTIFIED TRUE COPY

Les décisions sur ces objets sont adoptées à la majorité des trois quarts des voix pour lesquelles il est pris part au vote ; toute abstention étant assimilée à un vote négatif, sans préjudice aux autres conditions de majorité prévues par les lois sur les sociétés commerciales en matière de modification de l'objet social, d'acquisition, prise en gage et aliénation d'actions de la société, de transformation de la société en une société d'une autre forme juridique et de dissolution de la société en cas de perte des trois quarts du capital.

Article 31. Copies et extraits des procès-verbaux

Les copies et/ou extraits des procès-verbaux des assemblées générales à délivrer aux tiers sont signées par le président du conseil d'administration, par un administrateur-délégué ou par deux administrateurs.

CHAPITRE V. Exercice social - Comptes annuels - Dividendes - Répartition des bénéfices

Article 32. Exercice social - Écritures sociales

L'exercice social commence le premier janvier pour se terminer le trente et un décembre de chaque année.

A la fin de chaque exercice social, le conseil d'administration dresse un inventaire et établit les comptes annuels de la société comprenant un bilan, le compte de résultats ainsi que l'annexe. Ces documents sont établis conformément à la loi et déposés à la Banque Nationale de Belgique.

En vue de leur publication, les comptes sont valablement signés par un administrateur ou par toute autre personne chargée de la gestion journalière, ou expressément autorisée à cet effet par le conseil d'administration.

Les administrateurs établissent en outre annuellement un rapport de gestion. Le rapport de gestion se compose du compte-rendu annuel destiné à informer les actionnaires, et le cas échéant, d'un exposé sur les opérations mentionnées à l'article 96 du Code des sociétés.

Le cas échéant, le conseil d'administration remet les pièces avec le rapport de gestion un mois au moins avant l'assemblée générale annuelle, aux commissaires; ceux-ci doivent vérifier si le rapport de gestion comprend bien les informations requises par la loi et concorde avec les comptes annuels, et dressent dans la quinzaine un rapport écrit et circonstancié.

Les écritures sociales sont portées à la connaissance des actionnaires, conformément à l'article 92 du Code des sociétés et déposées conformément aux articles 97 à 106 du Code des sociétés.

Article 33. Répartition des bénéfices

Sur les bénéfices nets de la société, il est effectué annuellement un prélèvement de cinq pour cent au moins qui est affecté à la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Sur la proposition du conseil d'administration, l'assemblée générale décide de l'affectation à donner au solde des bénéfices nets.

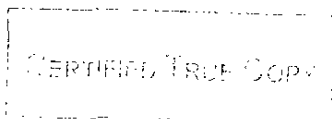
Article 34. Distribution

Le paiement des dividendes déclarés par l'assemblée générale des actionnaires se fait aux époques et aux endroits désignés par elle.

Les dividendes non réclamés se prescrivent en cinq ans.

Article 35. Acompte sur dividende

Le conseil d'administration est autorisé à distribuer un acompte à imputer sur le dividende qui sera distribué sur les résultats de l'exercice, conformément aux conditions prescrites par l'article 618 du Code des sociétés.



Article 36. Distribution irrégulière

Tout acompte ou tout dividende distribué en contravention à la loi doit être restitué par les actionnaires qui l'ont reçu, si la société prouve que ces actionnaires connaissaient l'irrégularité des distributions faites en leur faveur ou ne pouvaient l'ignorer, compte tenu des circonstances.

CHAPITRE VI. Dissolution- Liquidation

Article 37. Pertes

Si, par suite de pertes, l'actif net est réduit à un montant inférieur à la moitié du capital social, l'assemblée générale doit être réunie dans un délai n'excédant pas deux mois à dater du moment où la perte a été constatée ou aurait dû l'être en vertu des obligations légales ou statutaires, en vue de délibérer, le cas échéant, dans les formes prescrites pour la modification des statuts, de la dissolution éventuelle de la société et, éventuellement, d'autres mesures annoncées dans l'ordre du jour. Le conseil d'administration justifie ses propositions dans un rapport spécial tenu à la disposition des actionnaires au siège de la société, quinze jours avant l'assemblée générale.

Si, par suite de pertes, l'actif net est réduit à un montant inférieur au quart du capital social, la dissolution aura lieu si elle est approuvée par le quart des voix émises à l'assemblée.

Lorsque l'actif net est réduit à un montant inférieur au minimum fixé par le montant prescrit par l'article 634 du Code des sociétés, tout intéressé peut demander au tribunal la dissolution de la société. Le tribunal peut, le cas échéant, accorder à la société un délai en vue de régulariser sa situation.

Article 38. Dissolution- Liquidation

Lors de la dissolution avec liquidation, les liquidateurs sont nommés par l'assemblée générale. Les liquidateurs n'entrent en fonction qu'après confirmation, par le tribunal de commerce, de leur nomination résultant de la décision prise par l'assemblée générale, conformément à l'article 184 du Code des sociétés. Ils disposent de tous les pouvoirs prévus aux articles 186 et suivants du Code des sociétés, sans autorisation spéciale de l'assemblée générale. Toutefois, l'assemblée générale peut à tout moment limiter ces pouvoirs par décision prise à une majorité simple de voix.

Tous les actifs de la société seront réalisés, sauf si l'assemblée générale en décide autrement.

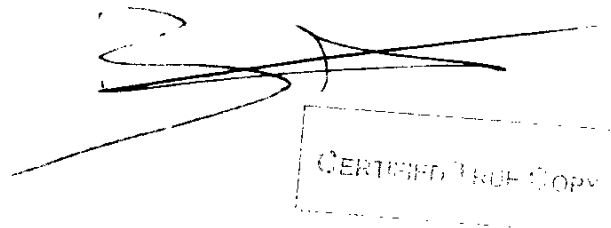
Si les actions ne sont pas toutes libérées dans une égale proportion, les liquidateurs rétablissent l'équilibre, soit par des appels de fonds complémentaires, soit par des remboursements préalables.

Article 39. Élection de domicile

Tout administrateur et tout liquidateur de la société résidant à l'étranger est censé, pendant la durée de ses fonctions, avoir élu domicile au siège social, où toutes communications, notifications, assignations et significations peuvent lui être valablement faites.

Les détenteurs d'actions nominatives sont obligés de notifier tout changement de domicile à la société. A défaut de notification, ils seront censés avoir élu domicile en leur domicile précédent.

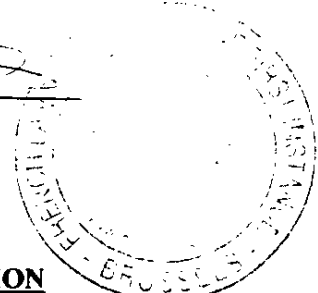
Coordination des statuts dressée par Maître Adeline BRULL, Notaire à Liège, le 24 janvier 2017.



CERTIFIED TRUE COPY

I, undersigned Marc Bellinckx, acting in my capacity as Managing Director for ASL Airlines Belgium, hereby certify that this English translation of our articles of association is a correct translation





CERTIFIED TRANSLATION

CONSOLIDATED TEXT OF THE ARTICLES OF ASSOCIATION

ASL Airlines Belgium
Company limited by shares (*Société anonyme*)
at 101 Rue de l'Aéroport, B-4460 Grâce-Hollogne
Company number 0466.467.258

The company was incorporated by deed executed by Mr Eric Spruyt, a notary practicing in Brussels, on the sixth day of the month of July in the year nineteen hundred and ninety nine, published in the Appendix to the Belgian Official Gazette (*Moniteur Belge*) of the twentieth day of the month of July in the year nineteen hundred and ninety nine under the number 19990720-005.

The Articles of Association were amended by:

- the minutes drawn up by Maître Eric SPRUYT, a notary practising in Brussels, on the twenty sixth day of the month of August in the year nineteen hundred and ninety nine, published in extracts in the Appendices to the Belgian Official Gazette of the twenty third day of the month of September in the year nineteen hundred and ninety nine under the number 990923-91;
- the minutes drawn up by Maître Louis-Philippe MARCELIS, a notary practising in Brussels, on the first day of the month of June in the year two thousand and five, published in extracts in the Appendices to the Belgian Official Gazette of the twenty eighth day of the month of June in the year two thousand and five under the number 20050628-91440;
- the minutes drawn up by Maître Anton Arnaud VOORNEMAN, a notary practising in Amsterdam, on the thirtieth day of the month of January in the year two thousand and eight, published in the Appendix to the Belgian Official Gazette of the fifth day of the month of March in the year two thousand and eight under the number 20080305-0035639;
- the minutes drawn up by Maître Jean-Louis JEGHERS, a notary practising in Liege, on the seventeenth day of the month of February in the year two thousand and ten, published in the Appendix to the Belgian Official Gazette of the third day of the month of March in the year two thousand and ten under the number 20100303-0032310;
- the minutes drawn up by Maître Peter VAN MELKEBEKE, a notary practising in Brussels, on the eleventh day of the month of June in the year two thousand and twelve, published in the Appendices to the Belgian Official Gazette on the twenty first day of the month of June in the year two thousand and twelve under the number 109750;

CERTIFIED TRUE COPY

- the minutes drawn up by Maître Eric SPRUYT, a notary practising in Brussels, on the twenty first day of the month of January in the year two thousand and sixteen, published in the Appendices to the Belgian Official Gazette on the fourth day of the month of February in the year two thousand and sixteen under the number 16018707

- the minutes drawn up by Maître Adeline BRULL, a notary practising in Liège, on the twenty fourth day of the month of January in the year two thousand and seventeen, filed for publication in the Appendices to the Belgian Official Gazette.

CERTIFIED TRUE COPY

CHAPTER I. Name – Registered Office – Objects – Duration

Article 1. Legal form - Name

The company takes the form of a company limited by shares (*Société anonyme*). It is called "ASL Airlines Belgium".

Article 2. Registered office

The registered office is established at 101 Rue de l'Aéroport, B-4460 Grâce-Hollogne.

It may be transferred to any other location within Belgium by resolution of the Board of Directors, subject to compliance with the prevailing language legislation.

By resolution of its Board of Directors, the company may establish places of business, places of administration, branches, agencies and warehouses in Belgium and abroad.

Article 3. Objects

The objects of the company are to operate, on its own behalf, for third parties and in partnership, in Belgium or abroad, all services, regular or otherwise, for the transport by air of passengers, goods and post, both within Belgian territory and between this territory and foreign countries and between foreign countries; the acquisition, repurchase, rental, leasing, management, maintenance or any other operation of aircraft and air propulsion transport equipment; to operate land transport services at airports used for air transport or otherwise, and the acquisition, rental, leasing, management, maintenance and any other use of equipment for land transport services, and the operation of all services and the operation of all ancillary or incidental services to the aforementioned services.

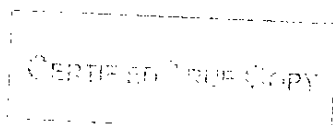
The company may undertake all transactions involving the acquisition, rental, leasing, manufacture, transfer or exchange of all immovable and moveable property, equipment and supplies and, in general, it may perform all acts and transactions for commercial, industrial or financial operations relating, directly or indirectly, to its corporate objects, including subcontracting in general and the use of intellectual rights and industrial or commercial property relating thereto. It may acquire all moveable and immovable property for the purposes of investment, even if it is not associated, directly or indirectly, with its corporate objects.

The company may take part in the administration and liquidation of all associated companies in which it, or an associated company, has any interest; it may grant loans in any form whatsoever and for any duration whatsoever to any such companies and may grant security to such companies. It may take holdings, whether through a contribution in cash or in kind, a merger, subscription, equity investment, financial intervention or in any other manner, in all companies and undertaking existing now or to be created, in Belgium or abroad, with identical, similar or related corporate objects or which will assist with the achievement of its own corporate objects. This list is given by way of illustration and is not exhaustive.

The company's objects may be extended or restricted by amendment of the Articles of Association under the terms and conditions laid down in Article 559 of the Commercial Companies Code.

Article 4. Duration

The company is incorporated for an indefinite period.



CHAPTER II. Capital – Shares – Bonds

Article 5. Share capital

The subscribed capital is set at ten million euros (EUR 10,000,000).

It is represented by fifty thousand, nine hundred and twenty six (50,926) no-par-value registered shares, each representing one-fifty thousand, nine hundred and twenty sixth (1/50,926th) of the equity capital. It is fully paid up.

Article 6. Increase in the capital by contribution in cash

In the event of a capital increase, the new shares to be subscribed to in cash shall first be offered to holders of capital shares *pro rata* based on the proportion of the capital represented by their respective shares.

This pre-emptive subscription right may be exercised for a minimum period of fifteen days from the date on which subscription opens. The actual time span shall be determined by the General Meeting of shareholders.

The General Meeting may derogate from the minimum fifteen-day deadline, in the interests of the company and subject to the criteria for a quorum and a majority to be met for amendments to these Articles of Association. Any such motion must be specifically indicated in the notices convening General Meetings.

The issuing of pre-emptive subscription rights and the deadline for their exercise shall be announced in accordance with Article 593 of the Commercial Companies Code.

Pre-emptive subscription rights shall be transferable during the subscription period.

When the deadline expires, and provided there has not been a public share offering, the Board of Directors may decide whether or not third parties may take part in the capital increase or whether pre-emptive subscription rights which have not been exercised, in full or in part, will be allocated to existing shareholders who have already exercised their rights. The Board of Directors shall determine the terms and conditions for such subscription.

The General Meeting may restrict or waive pre-emptive subscription rights, in the interests of the company and subject to the criteria for a quorum and a majority to be met for amendments to these Articles of Association.

Where this is the case, this motion must be expressly indicated in the notices convening the General Meeting, and the Board of Directors and the Statutory Auditor, corporate auditor or chartered accountant entered in the official register of external accountants held by the Belgian Institute of Chartered Accountants (*Institut des comptables*) appointed by the Board of Directors must draw up the reports laid down in Article 596 of the Commercial Companies Code. These reports must be mentioned in the agenda and announced to the shareholders.

If the pre-emptive subscription rights are restricted or waived, the General Meeting may decide that priority will be given to existing shareholders when the new shares are allocated. Where this is the case, the subscription period must last ten days.

If the pre-emptive right is restricted or waived in favour of one or more given persons who are not staff members of the company or of one of its subsidiaries, the conditions laid down in Article 596 of the Commercial Companies Code must be complied with.

CERTIFIED TRUE COPY

Article 7. Increase in the capital by contribution in kind

In the event that an increase in capital involves contributions not consisting of cash, a report shall first be established by the statutory auditor or, where none has been appointed, by a company auditor appointed by the Board of Directors. This report shall be appended to a special report in which the Board of Directors sets out, firstly, the benefit for the company of both the contributions concerned and the increase in capital proposed, and, secondly, any reasons why it may have departed from the conclusions of the appended report.

Notwithstanding Article 448 of the Commercial Companies Code, contributions in kind must be fully paid on subscription.

Article 8. Capital calls

Payments to be made on shares which are not fully paid must be undertaken at the places and on the dates determined by the Board of Directors, at its discretion; the exercise of the rights of ownership attaching to these shares shall be suspended until the payments duly called and due have been made.

The Board of Directors may declare a shareholder to be in default if he fails to pay within one month of notice to this effect being served by recorded-delivery letter; the Board may then sell the shares on which the payments were not made either directly to other shareholders or through the intermediary of brokerage firm. Where this is the case, the transfer price shall be determined on the basis of the company's net assets, as indicated in the last balance sheet approved by the shareholders, and shall be payable under the terms and conditions established by the Board of Directors.

Article 9. Nature of the shares

All shares shall be registered. They may be converted, in full or in part, into bearer shares at any time by simple resolution of the Board of Directors.

The share register alone shall constitute conclusive evidence of ownership of the shares. No transfer shall take effect until the transfer declaration dated and signed by the assignee and assignor, or their representatives, has been entered in the share register or the statutory formalities for the transfer of claims have been fulfilled.

Shares shall be indivisible vis-à-vis the company. Joint owners must be represented vis-à-vis the company by a single person; until this clause is met, the rights attaching to the shares shall be suspended.

If the rightful owners are unable to agree, the competent court may, on application by any of those parties, appoint a temporary administrator to exercise the rights concerned on behalf of the rightful owners as a whole.

If a share belongs to both bare owners and beneficial owners, all rights attaching thereto, including the voting right, shall be exercised by the latter.

Article 10. Assignment of shares, convertible bonds and subscription rights

Without prejudice to the mandatory provisions of the law in this regard, the prior approval of the Board of Directors is required before shares may be assigned *inter vivos* or *mortis causa* to a natural or legal person. If the Board of Directors fails to give its approval and does not propose another acquirer within three months of the request for approval, the assignment may be undertaken as proposed, subject to compliance with the mandatory provisions of Article 510 of the Commercial Companies Code.

This rule applies to all the company's shares and to all convertible bonds and any subscription rights issued by the company.

Article 11. Acquisition of own shares

A resolution of the General Meeting is not required for the acquisition by the company of its own shares or proprietary interests through purchase or exchange where this acquisition is necessary to prevent serious and imminent damage to the company.

Article 12. Non-voting shares

In accordance with Article 476 of the Commercial Companies Code, the company may create non-voting shares by passing a resolution under the conditions required for amendment of the Articles of Association.

Article 13. Bonds and subscription rights

The company may issue bonds at any time by resolution of the Board of Directors.

However, a resolution of the General Meeting, deliberating as required for a change to the Articles of Association, is necessary for bonds convertible into shares or subscription rights to be issued.

CHAPTER III. Administration and oversight

Article 14. Composition of the Board of Directors

The company shall be administered by a board composed of at least three members, be they natural or legal persons, shareholders or otherwise, appointed for a maximum term of office of six years by the General Meeting of shareholders and who may be removed from office by that meeting at any time.

If it is noted at a General Meeting of the company's shareholders that the company no longer has more than two shareholders, the composition of the Board of Directors may be limited to two members until the Annual General Meeting following determination by the latter, by any legal means, of the existence of more than two shareholders. Throughout the time for which the Board of Directors is composed of just two members, the clause contained in Article 15 of these Articles of Association granting the Chairman of the Board of Directors a casting vote shall cease to take effect.

Board members may be re-elected.

A director whose term of office has expired shall remain in office if the General Meeting is unable, for any reason whatsoever, to fill the vacancy.

If an office as director falls vacant prematurely for any reason whatsoever, the remaining directors may fill this vacancy temporarily until the General Meeting appoints a new director.

The Board of Directors may choose a chairman from among its members. If a chairman is not elected or the elected Chairman is unable to attend, Board meetings shall be chaired by the most senior of the directors in terms of age.

CERTIFIED TRUE COPY

If the company is appointed as a director or member of the management committee, management board or supervisory board of another company, it must appoint, from among its shareholders, directors or employees, a natural person to act as its permanent representative and who will be responsible for fulfilling this office, in the company's name and on its behalf. This representative shall be subject to the same terms and conditions and have the same civil and criminal liability as if he performed this task in his own name and on his own behalf, without prejudice to the joint and several liability of the company he represents. The company may only dismiss its permanent representative by simultaneously appointing his successor. The appointment and termination of the office of the permanent representative are subject to the same publication rules as would apply if that person performed these duties in his own name and on his own behalf.

Unless otherwise decided by the General Meeting, the directors shall not be remunerated. The Board of Directors may, however, allot remuneration to directors charged with special tasks or duties, this remuneration being charged to overheads.

Article 15. Meetings – Deliberations and resolutions

The Board of Directors shall meet when convened by its Chairman, or his alternate, as required in the interests of the company or at the request of two directors. If the Chairman does not accede to the request of two directors within fifteen days thereof, the two directors may convene a meeting themselves.

Meetings shall be validly convened by letter, airmail letter, telegram, telex or fax sent at least five days before the date of the meeting.

Any director who attends or is represented at a Board meeting is deemed to have been validly convened. A director may also waive his right to lodge a complaint about the absence of a convening notice, or irregularity therein, before or after a meeting at which he was absent.

Meetings of the Board of Directors shall take place at the location indicated in the notice convening the meeting.

Each director may issue a proxy letter in writing, by telegram, telex or fax, to another member of the Board to represent him at a given meeting, or to a third person in the case of the first meeting of the Board of Directors after the company is formed. A director may represent several colleagues and cast as many votes, in addition to his own, as he has proxy letters.

Except in the case of *force majeure*, at least half of its members must be present or represented for the Board of Directors to validly deliberate and pass resolutions. If this condition is not met, a new meeting may be convened at which, provided at least two directors are present or represented, it may validly deliberate and pass resolutions on the items which were on the agenda of the previous meeting.

All resolutions of the Board shall be passed by a simple majority of the directors present or represented and, in the event of one or more abstentions, by a majority of the other directors.

If voting is equally divided, the person chairing the meeting shall have the casting vote.

If a director has a direct or indirect interest, within the meaning of Article 523 of the Commercial Companies Code, in a resolution or act falling to the Board of Directors, the rules and formalities laid down in that article shall be complied with.

Resolutions passed by the Board of Directors shall be set out in minutes, which shall be signed at the very least by the majority of the directors who were present or represented. These minutes shall be inserted into a special register.

Copies or excerpts to be produced in court or elsewhere must be signed by the Board Chairman, the Managing Director or by two directors.

In exceptional cases duly justified by urgency or the interests of the company and within the bounds imposed by the Commercial Companies Act as amended, resolutions of the Board of Directors may be passed in writing with the unanimous consent of the directors.

Article 16. The Board's management powers

The Board of Directors shall have the broadest possible powers to undertake all acts necessary or appropriate to achieve the company's objects, with the exception of those reserved to the General Meeting by law or in this deed.

The Board may set up a management committee, whose members may be drawn from within or outside the Board. It shall determine the powers of this management committee and how it operates.

The Board may delegate day-to-day management of the company, the management of one or more of the company's activities or implementation of Board resolutions to one or more directors, managers or signing officers, shareholders or otherwise.

Likewise, the Board and those delegated to day-to-day management may confer special powers on one or more persons of their choice for the purposes of this management.

Article 17. Representation of the company

The company shall be validly represented vis-à-vis third parties, before the courts and in all acts, including those requiring the assistance of a ministerial officer or notary, by two directors acting jointly.

For the purposes of day-to-day management, the company shall also be validly represented by a managing director or any other persons delegated to such management.

The company shall also be validly represented by special representatives, subject to the bounds of their respective mandates.

The company may be validly represented abroad by any person specially appointed to this end by the Board of Directors.

Article 18. Directors' expenses

Directors shall be compensated for normal and justified expenses incurred in the exercise of their offices. These expenses shall be charged to overheads.

Article 19. Oversight

Oversight of the financial situation, the annual accounts and the regularity of the transactions to be entered in the annual accounts shall be entrusted to one or more statutory auditors. The statutory auditors shall be appointed by the General Meeting of shareholders from among the natural or legal persons who are members of the Belgian Institute of Corporate Auditors (*Institut des réviseurs d'entreprises*). They shall bear the title of Auditor. The Auditors shall be appointed for a renewable three-year term. They may only be removed during their term of office by resolution of the General Meeting on justified grounds; damages and interest shall otherwise be payable.

While the company continues to be eligible to benefit from the exceptions laid down in Article 15 of the Commercial Companies Code, each individual shareholder shall have the powers of oversight and investigation of the Auditors.

CERTIFIED TRUE COPY

Notwithstanding any statutory provision on this matter, the General Meeting may appoint an auditor. If no auditor is appointed, each shareholder may be represented by a chartered accountant. The remuneration for that chartered accountant shall be borne by the company if he was appointed with the company's agreement or if it is ordered to bear this remuneration under a court order. Where this is the case, the observations of the chartered accountant shall be communicated to the company.

CHAPTER IV. General Meeting of shareholders

Article 20. Date

The Annual General Meeting of shareholders shall take place on the second Tuesday in the month of April at 10 a.m.

If that day is a public holiday, the general meeting will be held the next working day. An Extraordinary General Meeting of shareholders may be convened as required in the interests of the company.

General meetings of shareholders may be convened by the Board of Directors, by the Auditors or at the request of shareholders representing one-tenth of the share capital. General Meetings shall be held at the registered office of the company or in any other location indicated in the notice convening the meeting or otherwise.

Article 21. Notice convening a meeting

Notices for all General Meeting shall contain the agenda and shall be made by announcements published:

- at least eight days before the meeting date in the Appendix to the Belgian Official Gazette;
- twice, at intervals of at least eight days, with the second at least eight days before the meeting date, in a national distribution medium and in a press medium for the company's registered office.

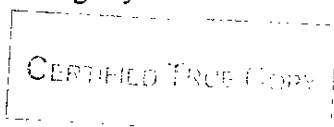
Letters missive shall be sent to the shareholders by name eight days before the meeting date but without any requirement to justify completion of this formality.

If all the shares are registered, the meetings may only be convened by recorded-delivery letter.

All shareholders who attend or are represented at a General Meeting shall be deemed to have been validly convened. A shareholder may also waive his right to lodge a complaint about the absence of a convening notice, or irregularity therein, before or after a meeting at which he was absent.

Article 22. Lodging of certificates

To be admitted to a General Meeting, all owners of shares must, if required in the convening notice, lodge their bearer shares or registered share certificates at the company's registered office, or with the establishments indicated in the convening notice, at least three working days before the meeting date.



Article 23. Representation

Any shareholder prevented from attending a meeting may issue a letter of proxy in writing, by telegram, telex or fax, to another person, a shareholder or otherwise, to represent him at a General Meeting. The proxy letters must be lodged with the bureau for the meeting.

The Board of Directors may, however, determine the form of the proxy letter and require them to be filed at the place it indicates within three working days of the General Meeting.

Article 24. Attendance list

Before taking part in a General Meeting, shareholders or their proxies must sign the attendance list giving the last names, first names and addresses or the corporate names and registered offices of the shareholders and the number of shares they represent respectively.

Article 25. Composition of the Bureau – The minutes

General Meetings shall be chaired by the Chairman of the Board of Directors, or if he is unable to attend, his alternate or a director appointed by his colleagues. The Chairman of the General Meeting shall choose the Secretary. The minutes of General Meetings must be signed by the members of the bureau and by any shareholders who so request. These minutes shall be inserted into a special register.

Article 26. Duty of the directors and auditors to respond

The directors shall respond to questions relating to their report or items on the agenda that are posed by the shareholders.

The Auditors shall respond to questions relating to their report that are posed by the shareholders.

Article 27. Deliberation – Quorum

No meeting may deliberate on items which are not on the agenda unless all the shareholders are present at the meeting and give their unanimous agreement to this end.

Except in those cases in which a quorum is required by law, the General Meeting may validly deliberate irrespective of the number of shares represented.

Article 28. Voting rights

Each share shall carry one voting right. Any abstentions shall be deemed to be votes cast against the motion.

Article 29. Majority

Except in the cases laid down by law or under these Articles of Association, resolutions by the General Meeting shall be passed by a majority of the votes which were cast, irrespective of the number of shares represented with all abstentions being deemed to be votes cast against the motion.

Article 30. Extraordinary General Meetings

Where the resolution of the General Meeting of Shareholders relates to:

- an amendment of the Articles of Association;
- an increase or decrease in the capital;
- the issuing of shares for less than their book value;

CERTIFIED TRUE COPY

- the restriction or withdrawal of pre-emptive subscription rights;
- the issuing of convertible bonds or subscription rights;
- the dissolution of the company,

the object of the resolution to be passed must be specified in the notices convening the General Meeting and at least half of the shares constituting the total share capital must be represented at the meeting. If this last condition is not fulfilled, a second meeting must be convened, which will validly deliberate irrespective of the number of shares represented.

Resolutions on these motions shall be passed by a majority of three-quarters of the votes cast; any abstentions shall be deemed to be votes cast against the motion, notwithstanding any other criteria for a majority laid down by legislation on commercial companies in relation to changes to the corporate objects, the purchase, grant of charges and disposal of company shares, conversion of the company to a company with another legal form or the winding up of the company in the event of the loss of three-quarters of the capital.

Article 31. Copies and excerpts from minutes

Copies and/or excerpts from the minutes of General Meetings to be provided to third parties shall be signed by the Chairman of the Board of Directors, by a Managing Director or by two directors.

CHAPTER V. Financial year – Annual accounts – Dividends – Profit allocation

Article 32. Financial year – accounting records

The financial year shall start on the first day of the month of January and end on the thirty first day of the month of December of each year.

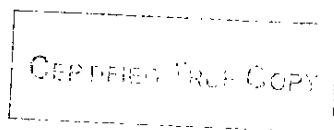
At the end of each financial year, the Board of Directors shall draw up an inventory and the company's annual accounts, consisting of a balance sheet, the income statement and the notes to the accounts. These documents shall be drawn up in accordance with the law and filed with the Belgian Central Bank (*Banque Nationale de Belgique*).

With a view to their publication, the accounts shall be validly signed by a director or by any other person responsible for day-to-day management or expressly authorized to this end by the Board of Directors.

The directors shall also draw up a management report every year. The management report shall consist of an annual report designed to inform shareholders and, where appropriate, a review of the transactions referred to in Article 96 of the Commercial Companies Code.

Where appropriate, the Board of Directors shall submit the documents together with the management report to the Auditors at least one month before the Annual General Meeting; the Auditors shall check that the management report contains the information required by law and is consistent with the annual accounts and shall also draw up a detailed written report within fifteen days.

The accounts shall be brought to the attention of the shareholders in accordance with Article 92 of the Commercial Companies Code and filed in accordance with Article 97 to 106 of that Code.



Article 33. Profit allocation

Each year, at least five (5) percent of the net profit of the company shall be deducted and allocated to building up the statutory reserve. This deduction shall cease to be mandatory when the reserve fund reaches to one-tenth of the share capital.

The General Meeting shall decide how the balance of the net profit is to be allocated, on proposal by the Board of Directors.

Article 34. Distribution

The dividends declared by the General Meeting of shareholders shall be paid at the times and places it has determined.

Any dividends not claimed shall lapse after five years.

Article 35. Interim dividends

Subject to the conditions laid down in Article 618 of the Commercial Companies Code, the Board of Directors may pay interim dividends to be charged against the dividend to be distributed based on the results for the financial year.

Article 36. Improper distribution

All interim dividends or dividends distributed in breach of the law must be reimbursed by the shareholders who received them if the company proves that the shareholders concerned were aware of the fact that the distributions made to them were improper or could not have been unaware of this fact in view of the circumstances.

CHAPTER VI. Dissolution – liquidation

Article 37. Losses

If, following losses, the net assets are reduced to less than half of the share capital, a General Meeting must meet, within two months of the date on which the loss was noted or should have been noted pursuant to its obligations under the law or these Articles of Association, to deliberate, where appropriate in the form laid down for amendment of the Articles of Association, on the possible dissolution of the company and, potentially, other measures indicated in the agenda. The Board of Directors shall justify its proposals in a special report held at the disposal of the shareholders at the company's registered office at least fifteen days before the General Meeting.

If, as a result of losses, the net assets fall below a quarter of the share capital, dissolution of the company will take place if this is approved by a quarter of the votes cast at the General Meeting.

If the net assets fall below the minimum threshold determined by the amount laid down in Article 634 of the Commercial Companies Code, any interested person may apply to the court for dissolution of the company. The court may, where appropriate, grant the company a period of time in which to remedy its situation.

CERTIFIED TRUE COPY

Article 38. Dissolution – Liquidation

If the company is dissolved and liquidated, the liquidators shall be appointed by the General Meeting. The liquidators shall only take up their offices on confirmation of their appointment by the commercial court on the basis of the resolution passed by the General Meeting in accordance with Article 184 of the Commercial Companies Code. The liquidators shall have the full powers laid down in Articles 186 *et seq.* of the Commercial Companies Code, without the need for special authorization by the General Meeting. The General Meeting may, however, limit those powers at any time by resolution passed by a simple majority of the votes.

All the company's assets shall be realized, unless otherwise decided by the General Meeting.

If the shares are not all paid up to the same extent, the liquidators shall restore the balance, either by making a call for additional funds or making advance repayments.

Article 39. Election of domicile

All directors and liquidators of the company residing abroad shall elect their domicile for their term of office at the company's registered office, where all communications, notifications, summons and service of documents shall be validly made.

The holders of registered shares shall notify to the company all changes to their addresses for service; they shall otherwise be deemed to have elected their addresses for service at their previous official address.

Consolidated text of the Articles of Association drawn up by Maître Adeline BRULL, a notary practising in Liège, on the twenty fourth day of the month of January in the year two thousand and seventeen.

(Illegible signature)

*For true and faithful translation from the
French language original into English.
Brussels, 26 January 2017*



*Pour traduction conforme du français vers l'anglais.
Paul Janssens, traducteur juré
près les tribunaux de première instance francophone et néerlandophone à Bruxelles
Bruxelles, le 26 janvier 2017*

